

---

Président de la cérémonie: Mesdames et Messieurs, le Président de la République.

Président de la cérémonie: Son Excellence, M. Wade, Président de la République du Sénégal, je vous remercie d'être venu pour présider la cérémonie d'ouverture de la 42e réunion de l'Organisation internationale pour les noms assignés et des domaines, l'ICANN. M. Souleymane Ndiaye, le premier Premier ministre du Sénégal, Mesdames et Messieurs, ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs les Ministres, M. Moustapha Guirassy, Ministre des Télécommunications, Président du gouvernement.

Mesdames et messieurs, les représentants d'organisations internationales, M. Rod Beckstrom, directeur de l'ICANN, M. Crocker, directeur du conseil d'administration, Mme Dryden, président du GAC au sein de l'ICANN; Mesdames et Messieurs, les représentants, les organisations internationales, Mesdames et Messieurs, les représentants du Parlement, des techniciens et des experts du monde, bienvenue à la 42e réunion de l'ICANN. Monsieur le Président de la République du Sénégal, Mme Heather Dryden, vous avez a la parole.

MS. HEATHER DRYDEN: Merci, tout le monde. Le Premier ministre Guirassy, et Vos Excellences, ainsi que des invités distingués. C'est un honneur d'être parmi vous aujourd'hui avec autant d'invités d'honneur pour un auditoire aussi distingué aujourd'hui. En tant que président du Comité consultatif gouvernemental, on m'a donné le plaisir de présenter à un groupe d'experts dans le cadre d'une série de rencontres organisées par le gouvernement du Sénégal et par la Commission de l'Union, et j'ai été très impressionné par l'intérêt de la région pour les questions liées à Internet, dans le travail du comité que je préside et l'ICANN. Il ya une très grande importance accordée à la nécessité de la participation de la région africaine.

---

*Remarque: Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

Le Sénégal a joué un rôle de leadership au sein du GAC pendant des années. Madame Diop Diagne a été un véritable atout pour amener une voix pour le Sénégal et pour la commission africaine. Une des choses que nous avons discutées dans le cadre de la réunion des experts ont été les différentes questions du comité consultatif gouvernemental. Et c'est vraiment un moment critique pour le comité, pour l'ICANN, et pour les différentes parties. Et il faut travailler pour faire fonctionner ce modèle, et il exige des points de vue et des conseils de toutes les parties du monde. Et l'Afrique ne fait pas exception à cela. Donc, avec cela, je me réjouis d'entendre plus de la communauté cette semaine, et la réunion du GAC va se poursuivre. Et j'espère qu'il ya une chose que nous pouvons retirer de ces rencontres pour l'importance de la contribution africaine au travail de l'ICANN. Les utilisateurs d'Internet viendront clairement des régions comme l'Afrique, un monde en développement. Et donc nous avons besoin d'Internet pour répondre à leurs besoins et à leurs intérêts. Et les gouvernements ont aussi des rôles et des responsabilités.

Et avec cela, je vous remercie encore de m'avoir permis de m'adresser à vous aujourd'hui et j'ai hâte d'assister aux différentes de la semaine à venir. Je vous remercie. Président de la cérémonie: Mr. Dryden. Rod Beckstrom a la parole. Directeur générale de L'ICANN.

MR. ROD BECKSTROM:

Votre Excellence, le Président Wade, Ministre Guirassy, les invités distingués, c'est un plaisir d'être avec vous pour la 42<sup>ème</sup> réunion de l'ICANN. Nous sommes profondément reconnaissants au Sénégal pour son accueil de cet événement. Des réunions publiques de l'ICANN, comme celui-ci, ont lieu partout dans le monde sur une base régionale. Sur les six réunions de l'ICANN qui ont eu lieu en Afrique, c'est, de loin, la plus importante avec 1246 participants inscrits, ce qui reflète l'engagement croissant du continent dans le développement de la politique mondiale de l'Internet et de la communauté de l'ICANN. L'Afrique a aussi récemment fait preuve de leadership dans la gouvernance d'Internet en organisant un forum internet très réussie de

gouvernance au Kenya il ya trois semaines, avec quelque 2.000 participants.

Il y'a eu beaucoup de discussions animées et haute qualité. L'augmentation de l'implication de l'Afrique dans le domaine d'Internet se reflète également dans la croissance (multiplié par 25) de l'accès Internet au cours des dix dernières années. 25 fois. Ceci est une indication claire que la population africaine est intéressée par les nouvelles technologies pour augmenter la communication entre les peuples et les nations et pour permettre aux Africain de devenir plus avertis question Internet. Pourtant, malgré cette croissance rapide, moins de 12% de la population africaine a actuellement accès à Internet.

Le continent a 11,4% de la population mondiale, mais seulement 5,7% d'utilisateurs d'Internet. Donc, il ya beaucoup de place pour la croissance. Et la sagesse des leaders de l'Internet en Afrique contribuera à assurer que l'Afrique peut s'appuyer sur ces progrès. L'Internet est le plus grand effort de collaboration dans l'histoire pour des millions d'Africains dont l'avenir économique sera considérablement amélioré par l'information et le commerce. L'ICANN est un exemple de modèle multipartis. Il est ouvert, inclusif, équilibré, efficace et international. Il est fortement dédié à l'intérêt public, et cet engagement se reflète dans tout ce que l'ICANN réalise. Notre communauté internationale et volontaire élabore des politiques relatives au Système de noms de domaine Internet. Ce modèle est organisé autour d'une communauté de spécialistes qui apportent leurs connaissances et leur expertise à l'élaboration de la politique Internet. Plus de 200 pays sont impliqués dans l'ICANN avec le Comité consultatif gouvernemental, les communautés, le conseil et le personnel. Plus de 100 d'entre eux sont représentés ici, à Dakar cette semaine, 35 d'entre eux en provenance d'Afrique. Toute personne intéressée à l'avenir de l'Internet est invité à prendre part à nos réunions et à contribuer avec son point de vue pour l'élaboration de la politique Internet. Et dans l'ensemble de nos réunions publiques, nous ouvrons le microphone à de nombreuses séances durant la semaine, et nous vous encourageons à vous exprimer sur les questions qui vous intéressent.

Nous voulons voir un plus grand engagement en Afrique dans ce processus, cela signifie dans tous les groupes d'intervenants de l'ICANN et dans le processus d'élaboration des politiques. Cela permettra d'accroître l'influence de l'Afrique et d'encourager une plus grande implication et l'interaction constructive. Il ya déjà du mouvement en Afrique de la part de la communauté l'At-Large et la structure au sein de l'ICANN, en donnant la parole aux utilisateurs d'Internet en Afrique et aux représentants qui participent ici, dans notre réunion de Dakar. Cette initiative permettra de renforcer la voix des usagers africains à l'ICANN, et d'accroître leur participation dans le processus de politique publique.

Hier, la deuxième réunion de l'AFRALO a été très réussie qui a eu lieu ici à Dakar avec l'aimable participation du ministre Guirassy. Elle fut d'abord tenue en 2010 à Nairobi, et les vitrines sont en train de devenir une tradition lors des réunions de l'ICANN. Elles offrent une chance d'entendre des dirigeants régionaux et de mettre en évidence les structures d'At-Large à partir des régions et de cultures spécifiques. Nous saluons les représentants de l'AFRALO At-Large qui participent à la réunion de Dakar. Cette initiative AFRALO augmente l'efficacité des utilisateurs africains finaux dans l'ICANN. Nous voulons voir davantage d'Africains engagés dans le modèle pour apporter la richesse de la culture africaine et les expériences d'ICANN et d'Internet et de permettre l'interconnexion des communautés et les cultures du monde entier.

Nous avons également été heureux de voir un tel haut niveau de participation dans la réunion africaine de l'union ministérielle de la semaine dernière, ici à Dakar, et l'apport constructif et les expressions de soutien à l'ICANN. Le développement de l'Internet est basé sur des relations de collaboration, basée sur la confiance. En fait, le système fonctionne à cause d'une base solide de confiance, de collaboration et de coopération. Nous croyons que le modèle multiparti est une technologie en soi, et elle reflète la technologie de l'Internet. Ensemble ceci produit un miracle de communication qui offre à l'Afrique une multitude de possibilités.

---

Votre Excellence, le Président Wade, le ministre Guirassy, je vous remercie pour votre participation à l'ICANN 42.

Président de la cérémonie: Je vous remercie. C'est au tour de M. Stephen Crocker, Président du Conseil d'administration de l'ICANN.

DR. STEPHEN D. CROCKER: C'est formidable d'être ici. Votre Excellence, le Président Wade, le ministre Guirassy, les invités distingués, et vous tous, bienvenue. C'est un plaisir de vous accueillir et d'être ici au Sénégal. Rod Beckstrom a partagé avec vous un certain nombre de statistiques. Je vais me concentrer uniquement sur le nombre trois. Environ 1 sur 3 des nombreux participants ici aujourd'hui sont en provenance du Sénégal et de la région locale. C'est un niveau très élevé de participation et c'est de très bon augure pour l'avenir. Et nous avons également trois membres d'un conseil d'administration très distingué de l'ICANN du continent africain - Touray Katim de la Gambie, Mike Silber d'Afrique du Sud et Cherine d'Egypte. Comme vous l'avez entendu, la construction de réseaux nécessite un travail. J'ai eu le privilège d'être impliqué dès le début. Et il y'a un travail de plusieurs sortes, et certainement beaucoup de travail technique. Ceci exige aussi un travail d'organisation, un travail politique et des efforts de la part de tous. Nous sommes heureux que, sur une longue période de temps, tous ces efforts se sont réunis et on a créé la magie, la puissance et le succès de l'Internet. Il ya un autre élément en marbre à travers tout cela, qui est, en plus de tout ce travail acharné, nous avons été incapables de faire des progrès avec des slogans. Notre slogan actuel - "Un monde, un Internet" – c'est très juste et très pertinent. Laissez-moi vous raconter le premier slogan que nous avons fait dans une salle beaucoup plus petite avec une poignée de personnes. «Les réseaux rassemblent les gens ». Et, dans cet esprit, je suis très, très heureux de voir que, au cours de plus de quatre décennies de construction de réseaux, nous avons élargi et augmenté sa puissance, et l'un des effets les plus importants est que les réseaux ont rassemblé les gens. Et nous sommes ici ensemble dans cet esprit. Merci beaucoup.

Président de la cérémonie: Merci beaucoup, M. Stephen Crocker. M. Moustapha Guirassy, ministre des Technologies de Télécommunications, et Technologies de l'Information, va maintenant lire le communiqué de presse.

Ministre GUIRASSY: Je vous remercie, Président de la République, le Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres d'Etat, Président du Conseil d'administration de l'ICANN, bienvenue à Dakar. Monsieur le Président de la République, avant de lire le communiqué de la table ronde des ministres des TIC de l'Afrique, je tiens à vous dire, Monsieur le Président, le Conseil national, sous le contrôle du premier Premier ministre, a fait beaucoup d'efforts et de travail. Et le président de ce comité et Mme Diagne Diop, qui a été nommée par l'un des membres du conseil - je veux ceci dire parce que c'est une révolution pour nous. Votre vision a toujours été de promouvoir les TIC. Un autre aspect de notre vision était de promouvoir les femmes. Il n'y a pas si longtemps, nous avons voté ici une loi sur l'égalité des sexes. Je suis heureux de voir qu'aujourd'hui à la 42<sup>ème</sup> réunion c'est possible, grâce aux femmes sénégalaises que vous promouvez constamment. Donc je voulais souligner ceci... Monsieur le Président, les ministres responsables des TIC ont fait certaines promesses. Mais, pour aller vite, je voudrais juste rappeler que les ministres en charge des TIC au sein de l'Union africaine, ce qu'ils demandent de l'ICANN. Tout d'abord, les ministres de l'Union africaine en charge des TICs mentionnent, encore une fois, la déclaration sur les télécommunications en Afrique et sur le développement en disant que les télécommunications sont essentielles pour la concurrence en Afrique afin de permettre à l'Union africaine de concrétiser les objectifs du millénaire. Cette déclaration faite en Septembre 2011 sur la gouvernance d'Internet qui sera organisé par la Communauté de l'Union.

Nous nous félicitons des différents programmes de l'ICANN et de ses organisations d'avoir développé la section Internet, en particulier la sécurité, la stabilité, IDN et les nouveaux gTLD. Nous comprenons combien d'efforts afin de développer une bonne approche et une

assistance nécessaire, notamment pour les pays en développement, afin de présenter leur candidature et l'utilisation de nouveaux régimes de gTLD, selon la résolution numéro 20 adoptée à Nairobi et comme mentionné également par les recommandations du GAC. Nous demandons à l'administration de l'ICANN d'inclure des extensions point d'Afrique, point en Afrique, point Afrikea, et aussi l'utilisation de point Afrique dans une autre langue dans la liste des noms pour que nous puissions prendre et protéger des données par des noms pour les pays africains les moins avancés. Par conséquent, si l'ICANN pourrait aider les pays africains qui sont pauvres, ce serait très utile. Si l'on pouvait également appuyer les bureaux de l'ICANN en Afrique afin que nous puissions être plus proche de parties prenantes africaines et bénéficier de recommandations directes et de sensibiliser et faciliter la mission de l'ICANN en Afrique pour aider une charte de déontologie afin que nous puissions éliminer et prévenir les conflits d'intérêts. Faire une organisation plus indépendante et aider l'ICANN afin que tous les documents et tous les rapports de réunions soient accessibles dans toutes les langues de l'ONU, surtout en français. Ceci est la langue officielle de 50% des pays. Internationaliser l'ICANN par l'introduction de la rotation géographique; aider l'Afrique d'avoir des serveurs racines afin de réduire les collecteurs de connectivité à adopter le rapport final et établir le plan d'exécution pour de futures demandes. Une meilleure utilisation des ressources pour la sensibilisation et la formation des candidats africains aux nouveaux gTLD en proposant des programmes innovants pour toutes les régions d'Afrique et accélérer le processus de résolution et trouver des solutions sur les questions importantes et significatives sur le guide du candidat pour aider les nouvelles candidatures.

Monsieur le Président Abdoulaye Wade, merci au peuple sénégalais pour la parfaite organisation de cette réunion. Merci, monsieur le président.

Président de la cérémonie: Merci. Je vous remercie, Monsieur le Premier ministre Guirassy, merci pour la lecture de ce communiqué. Merci pour ce communiqué de

presse. Mesdames et messieurs, nous allons entendre M. Abdoulaye Wade, le Président de la République du Sénégal.

Président WADE:

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, les Ministres africains en charge de l'informatique et des communications; Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants du département diplomatique, Mme Heather Dryden, président du Conseil consultatif de l'ICANN, du GAC et M. Rod Beckstrom, directeur de l'ICANN, M. Stephen Crocker, président du Conseil d'Administration d'ICANN, Mesdames et Messieurs les Ministres d'Etat, Mesdames et Messieurs, Honorables invités, les étudiants, tout d'abord, je tiens à exprimer à quel point je suis reconnaissant aux organisateurs de cette réunion pour avoir choisi notre pays pour accueillir la deuxième 42<sup>ème</sup> réunion de l'ICANN. Je tiens également à souhaiter la bienvenue aux ministres africains en charge des technologies des communications et IT. Et j'espère que vous passez une bonne journée au Sénégal. Profitez de cette occasion également pour remercier les ministres pour le travail considérable accompli qui permettra au chef de l'Etat d'avoir une analyse très importante qui nous aidera à prendre de meilleures décisions.

C'est un grand honneur pour le Sénégal d'accueillir des hôtes distingués sur la planète qui sont en charge d'assurer la stabilité opérationnelle d'Internet, de promouvoir la concurrence et assurer une représentation globale des communautés utilisant l'Internet. Je pense que nous avons ici l'un des créateurs, des inventeurs de l'Internet. Je lui ai posé une question antérieure: qui a créé Internet et comment a-t-il pensé concernant son l'implémentation. Mesdames et messieurs, sans aucun doute, notre continent n'est pas au cœur des opérations stratégiques de l'Internet. Dans le monde, l'Afrique est encore en retard question numérique. Les réseaux numériques sont l'intermédiaire idéal pour la démocratie et essentiel pour n'importe quel continent. Je veux revenir à ce que M. Crocker a dit - Internet est la démocratie la plus parfaite. Parce qu'en face de l'ordinateur, Sénégalais, japonais et américains, vont à la même vitesse qui est la vitesse de la lumière. C'est donc une

course. Quand vous avez une course, vous avez besoin d'une voiture. Une course de vélo, vous avez besoin d'un vélo. Donc, toutes les théories que nous pouvons élaborer n'ont pas aucun résultat à moins que les Africains ont des ordinateurs. Je tiens à souligner cet aspect pratique de la question d'Internet. Nous devons aller à l'avant. Nous devons prendre l'initiative et nous avons besoin d'un ordinateur pour cela. Je vais en parler plus tard, à nouveau, parce que cela explique mon choix dès le départ pour permettre à tous les employés du gouvernement, les enseignants, les étudiants, même dans les écoles d'avoir des ordinateurs. Et j'ai soutenu cette cause devant mes amis américains il ya quelques années. Nous à l'époque nous avons 700 millions. On a presque 1 milliard aujourd'hui – et au moins 500 millions d'ordinateurs. Je n'exagère pas. Dans certains pays, 80% à 90% de la population ont un ordinateur. Les ordinateurs en Afrique sont encore très rares. Comme vous le savez, j'ai soutenu plusieurs initiatives afin de réduire l'écart entre le Nord et le Sud, entre les campagnes et les villes. Cela faisait partie de la conférence de Genève en 2003 où j'ai proposé le concept de solidarité numérique. Et nous l'avons créé. Mais il y avait des problèmes et tous les pays africains, même les pays étrangers comme la France, Lyon, car Lyon est également membre. Paris, Milan, Italie, et cetera, les pays des Caraïbes et les pays d'Amérique latine. Nous nous sommes rencontrés ici, à Dakar pas très longtemps, pour créer le Fonds de solidarité numérique. J'avais demandé des informations qui viennent de me parvenir. Maintenant, Internet dont nous avons parlé précédemment créé plusieurs problèmes, mais sur Internet, avant tout, permet aux gens de communiquer très rapidement. Internet est aussi - j'allais dire un registre de la connaissance humaine. Les connaissances les plus complexes peuvent être accessibles par Internet. Par conséquent, la question n'est pas la capacité de comprendre ce qui est ici. Africains, nous avons prouvé lorsque nous étudions à l'université que nous sommes capables, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis, ou en Chine. Mais le problème est d'avoir l'accès. Ce n'est pas tout simplement d'avoir un ordinateur, mais vous avez aussi besoin d'ouvrir la voie à cet accès indépendamment de la question de la gestion démocratique de l'Internet. Là aussi, je vais y revenir plus tard. Le téléphone, qui est un moyen de communication, le plus connu et le plus

commun, a eu un développement très rapide. En Juin 2005, les téléphones, grâce à des téléphones cellulaires, ont touché 70% de la population avec une croissance trimestrielle de 23,8% au Sénégal, ce qui signifie que le téléphone est disponible pour tout le monde ; de plus - les plus pauvre au plus riche. J'ai vu une publicité, une activité commerciale, un cavalier de chameau dans le désert avec son ordinateur - avec son téléphone cellulaire, ce qui montre que le développement que ces incroyables développements ont créé l'environnement international, et le Sénégal est devenu un hub, un hub international pour des sociétés internationales qui traitent de la communication internationale. Google, Nokia, Samsung, IBM, qui ont des bureaux ici. Nous avons aussi, à Paris, Paris Wall Street, nous avons maintenant des entreprises sénégalaises. L'environnement économique rend votre organisation encore plus importante. La stabilité de l'Internet est vraiment cruciale pour la croissance de nos économies qui s'appuient sur ces réseaux. En ce qui me concerne, j'ai toujours pensé que l'Internet était un moyen privilégié pour favoriser la pénétration de notre pays sur le monde de l'Internet. Et, par conséquent, le fonds de solidarité internationale est très important. Alors mesdames et messieurs, il est très important pour vous de gérer assez ces noms et ces numéros de manière consensuelle avec tous les acteurs, publics et privés.

L'aspect international du conseil d'administration et de la coopération que vous avez créé au sein de l'ICANN avec les gouvernements est crucial. Il vous permet d'avoir une meilleure légitimité de vos décisions, car les pays sont de plus en plus sensibles aux questions, les questions traitant l'évolution numérique. Le GAC permet aux pays de mieux participer à des travaux effectués par le biais de l'ICANN, et c'est un modèle très important entre le secteur public et privé, qui devrait être encouragé. Vous avez adopté pour un programme des nouveaux gTLD, premier niveau appelé gTLD. Ceci est très bon. Parce que c'est le début, je ne garantis pas - je pense que c'est l'expression anglaise, mais cela aura certainement un impact très important sur le domaine économique, social et culturel. Les organisations qui ont demandé les droits de propriété et droits d'administration de ces nouveaux noms montre l'intérêt pour ces noms et numéros, des noms qui comprennent

les noms des villes et des marques. Donc nous ont maintenant un nouveau cycle où les pays africains pourraient être exclus de ce nouveau marché puisque, comme vous avez définis dans vos processus, il est nécessaire d'avoir millions de dollars pour créer un Registre pour un village, le nom d'un village ou une ville. Le problème majeur avec des noms de domaine est la sécurité, la sécurité. La sécurité pour ceux qui ont des noms. Quelqu'un peut-il acheter un nom de domaine comme Abdoulaye Wade ou Obama.org? Parce que cela va s'afficher dans tous les documents. Donc c'est nécessaire de protéger certains noms. C'est un droit reconnu pour tous, un droit individuel. Et les noms associés aux religions, les croyances, comme la Mecque, le Vatican, Tuba, etc, quelqu'un pourrait acheter des tels noms? Donc, vous devez aller plus loin pour protéger les populations. Et pour ceux qui utilisent le système qui achètent et vendent des noms, vous avez la tâche de protéger le système et d'assurer sa stabilité. Ce sont des programmes qui sont très complexes, nous le savons, et la question que nous avons aujourd'hui, c'est quand nous disons que l'Afrique veut participer à la gouvernance d'Internet, c'est ce que nous voulons dire. C'est être représenté parmi ceux qui décident de la politique d'Internet. J'ai eu ici, à Dakar, très vite, aussi, le 19 avril 2004, une conférence africaine sur la gouvernance d'Internet.

C'était juste avant la réunion de Tunis. J'ai pris conscience que s'ils voulaient aller directement à Tunis, ça serait une catastrophe parce que les conditions préalables ne sont même pas définies. J'ai dit à mon collègue et ami, Ben Ali, et je lui ai dit que je convoque une réunion avant notre arrivée à Tunis pour parler des problèmes qui seront discutés dans votre conférence. Donc les problèmes que nous avons aujourd'hui ont déjà été interrogés et ont été discuté avant, en 2004, en avril et en Septembre. La conférence de Tunis qui s'est passé le 16 Novembre, 2005. Les conférences que vous avez organisées préalablement en Juin aussi sont des mesures supplémentaires pour la gouvernance de l'Internet. Dans votre approche, vous avez certainement pris en considération les demandes provenant de pays en développement, mais je vous invite aussi à finaliser les processus de sorte que vous pouvez leur permettre d'avoir accès à certaines ressources pour les organisations africaines. Cet accès libérale, cette

ouverture de l'accès aux organisations africaines, à Singapour en Juin 2011, est aujourd'hui est une véritable révolution pour l'Internet au-delà des noms de domaine basés sur des identités appropriées des organisations privées et publiques. L'Afrique doit réclamer ses symboles de son identité comme un continent. C'est point Afrique. De même, point UE pour la communauté européenne, et point Asie. Je sais que ce débat n'est pas clos en ce qui concerne cette nouvelle extension, point Afrique. C'est pourquoi j'ai inviolé l'Union africaine pour assurer le leadership dans le processus pour l'attribution de cette ressource en participant activement aux débats sur cette question afin que la décision finale puisse être prise au nom de l'ensemble du continent qui est déjà si loin derrière en ce qui concerne l'accès aux réseaux numériques.

J'ai été informé du Sénégal - que le Sénégal a été choisi pour accueillir le - une copie du serveur racine. C'est évidemment une très grande amélioration des performances du réseau Internet pour notre pays et d'autres pays, ceci dépend aussi du Maghreb et l'Afrique du Sud. Merci beaucoup pour cette foi que vous avez pour mon pays qui aura désormais la responsabilité de s'assurer de traiter toutes les demandes des utilisateurs finaux et des utilisateurs d'Internet. Cette nouvelle configuration associée avec le câble sous-marin et les travaux qui se sont tout juste terminés, va maintenant donner au Sénégal, le rôle de leadership et lui procurer l'égalité avec les pays développés avec la connectivité au réseau international. Vous savez combien l'éducation est importante pour moi. Je n'arrêterai jamais de dire que le Sénégal est le seul pays au monde qui donne 40% de son budget à l'éducation et à la formation. Et la moyenne pour l'Afrique ne dépasse pas les 14%. Je tiens à vous informer que je vais bientôt lancer un grand programme appelé Education numérique pour qui permettra à 8000 écoles au Sénégal d'avoir accès à Internet par l'intermédiaire de la solidarité numérique. Il ne s'agit pas seulement de donner aux écoles cet accès mais aussi d'avoir une formation sur ces ressources, notre système d'éducation doit être connecté à des réseaux internationaux qui transmettent les connaissances et l'éducation. Nous devons donc faire de nombreux efforts afin de réduire les barrières technologiques. C'est pourquoi je vous invite à entreprendre de tels efforts avec nous dans ce

domaine. Dans notre modèle d'éducation, nous enseignons les enfants de 2 à 6 ans pour leur apprendre à faire fonctionner les ordinateurs afin d'avoir une base quand ils sont plus âgés. Mesdames et messieurs, vous êtes responsable de la stabilité de l'Internet, parce que vous assurez aux utilisateurs finaux un accès à toutes les adresses nécessaires. Cela doit nécessiter une coordination bien étudiée. Selon l'Union internationale des télécommunications, le nombre d'utilisateurs d'Internet a dépassé les 2 milliards, et il ya une nouvelle génération d'équipements, d'appareils qui utilisent Internet. En ce qui concerne ce que je disais plus tôt, l'augmentation du nombre de personnes qui ont l'Internet représente également un problème d'accès. Ceux qui ont les téléphones cellulaires représentent un problème pour les gens qui n'ont pas accès à l'Internet.

Mesdames et messieurs, vous avez des préoccupations concernant le protocole IPv4, le Sénégal est maintenant passé à la version IPv6 qui aura désormais plus d'adresses disponibles. Et les experts veilleront sur cette évolution significative qui va se passer dans notre pays. Ce progrès devrait nous conduire à réfléchir davantage aux utilisateurs et leur protection contre les abus. Depuis 2008, j'ai voté une loi visant à installer une protection contre les abus contre les informations privées et le stockage de données d'informations qui sont de nature personnelle. Et ces données ont une grande valeur commerciale. Et maintenant, nous avons installé un nouveau programme visant à trouver une protection pour ces données. S'il vous plaît permettez-moi de dire quelque chose. C'est pertinent parce que - ce que je dis est pertinent pour l'avenir de l'Afrique, en raison de la croissance économique en ce qui concerne les téléphones cellulaires soit au niveau national et international, cette croissance crée beaucoup de richesse en milliards de dollars. Et les pays africains, les pays africains n'ont pas leur juste part. Nous avons une part, mais ce n'est pas la juste part. Et donc lors de la négociation d'un contrat, les termes des conditions du marché changent très rapidement. On a une croissance démographique importante avec la création de nouvelles richesses. Et le souhait d'avoir des téléphones cellulaires devient de plus en plus précoce pour les jeunes, de sorte que le marché se développe très rapidement. Sans annuler les contrats déjà signés, ce n'est pas juste - il faut négocier

une meilleure répartition en faveur de notre pays. Je disais plus tôt, j'ai lu dans un document qui disait que les pays européens voulaient regrouper 160-180 milliards d'euros pour acheter tous les téléphones cellulaires en Afrique. Voilà comment fonctionne le marché. C'est leur droit de le faire. Mais ce serait une catastrophe, que nous abandonnions une telle richesse en faveur de cette oligarchie. Comme vous le savez, c'est cinq, six ou sept acteurs, entreprises, sont comme un monopole et ils partagent entre eux le produit. Ce serait une catastrophe d'abandonner tous ces services à de nouveaux monopoles, nos Etats doivent être présents dans toutes les sociétés qui gèrent les réseaux. Au Sénégal, jeudi dernier, un projet de loi a été voté obligeant l'État à acquérir au moins 35% des actions dans chaque concession, ces 35% ne pouvaient pas être vendus afin de s'assurer que l'état ne sera pas en mesure de vendre ces actions. Même s'il y a un besoin d'argent, Il ya des pays qui demandent plus, mais 35% semble être le minimum. Ainsi la dynamique du secteur des télécommunications devrait éviter à notre pays d'être sous le monopole des autres pays, ce qui est contre le libre marché.

Quand je dis cela, je me réfère parfois à la législation antitrust des États-Unis, le pays qui favorise le plus le marché libre. Le monopole, comme l'ancien vice-président des Etats-Unis, Walter Mondale, un monopole qui conduit à l'impérialisme. Donc nous allons prévenir, pour éviter un nouveau colonialisme. Donc, c'est le message que je voudrais que mes collègues africains entendent dans ce monde qui exige du courage, de la qualification et de la rapidité dans l'action. Merci, mesdames et messieurs. Mesdames et Messieurs, je voudrais parler à vous tous. Je sais que chacune de vos rencontres donne l'occasion au monde d'Internet de progresser grâce à vos excellentes décisions. Je souhaite que cette rencontre de Dakar soit enfin l'occasion pour l'Afrique afin de réduire le fossé numérique avec les pays du Nord et pour que l'Afrique prenne sa juste place dans la société Internet qui s'est développé après les réunions de Tunis et de Genève. Nous vous faisons confiance parce que c'est un domaine où tous les intérêts sont les mêmes pour tous. Et le gros problème ici est de comprendre les attentes de chacun des intervenants et de faire une négociation équitable aux progrès pour plus de justice. Merci beaucoup pour votre patience.

Président de la cérémonie:      Merci, M. le président de la république. Le président de la République se rendra maintenant aux divers stands. Et nous remercions, Mesdames et Messieurs, Mme Heather Dryden, M. Rod Beckstrom de l'ICANN, le Dr Stephen Crocker, M. Moustapha Guirassy, Ministre des Télécommunications, et M. Souleymane Ndiaye Premier ministre et tout les membres du gouvernement qui sont venus ici, et aussi tous les experts, les ingénieurs et les techniciens présents dans cette salle qui ont participé aux divers travaux. Mesdames et messieurs, nous allons maintenant visiter les différents stands avec le Président de la République. Merci et bonne journée.

[FIN]